

Hayward, Robert J. (1977) *Fire insurance plans in the National Map cCollection/Plans d'assurance incendie dans la Collection nationale de cartes et plans*. Ottawa, Archives publiques du Canada, 171 pages.

Yves Tessier

Volume 22, Number 55, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021383ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021383ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tessier, Y. (1978). Review of [Hayward, Robert J. (1977) *Fire insurance plans in the National Map cCollection/Plans d'assurance incendie dans la Collection nationale de cartes et plans*. Ottawa, Archives publiques du Canada, 171 pages.] *Cahiers de géographie du Québec*, 22(55), 104–105.
<https://doi.org/10.7202/021383ar>

Comme on le verra en lisant l'introduction (qui fait le point sur l'évolution linguistique de ce langage) et le lexique lui-même, l'effort de M. Hamelin est considérable et très méritoire. Il se doit d'avoir des suites. Le *nord* avec son langage s'inscrit comme une contribution et une étape essentielle vers la description généralisée du lexique québécois. Il montre combien est importante la relation continue entre le scientifique et le linguistique, l'un enrichissant sans cesse l'autre.

Jean-Claude BOULANGER
Régie de la langue française, Québec

1. Les précédents numéros de *Néologie en marche* traitaient de la néologie technique.
2. Dans ces deux cahiers de *Néologie en marche*, on n'a pas cru bon d'effectuer le filtrage des unités terminologiques à l'aide du corpus d'exclusion lexicographique et terminologique. (Voir NEM 1,2,3.).

HAYWARD, Robert J. (1977) **Fire insurance plans in the National Map Collection/Plans d'assurance incendie dans la Collection nationale de cartes et plans**. Ottawa, Archives publiques du Canada, 171 pages. (Adresse: 395, rue Wellington, Ottawa, K1N 0N3).

La Collection nationale de cartes et plans des Archives publiques du Canada à Ottawa a publié un répertoire très utile des plans d'assurance-incendie, tant étrangers que canadiens, conservés à cet endroit et couvrant la période 1878-1975. Cette liste, compilée par Robert Hayward, comporte une introduction qui retrace brièvement l'histoire des plans d'assurance-incendie. Quelques passages de l'introduction résument bien les caractéristiques de ces plans:

«Habituellement dressé à l'échelle d'un multiple ou d'une fraction de cent pieds au pouce, un atlas ou plan d'assurance-incendie est une carte ou un ensemble de cartes d'une collectivité, illustrant en détail, au moyen de couleurs et de symboles, les caractéristiques de la construction extérieure et intérieure d'édifices, les passages ou les plans, les coupes-feux probables, les murs ignifugés, les ouvertures dans les murs, la hauteur et le pourcentage d'occupation ou l'utilisation d'un immeuble en particulier ou d'un groupe d'immeubles. Il indique également la largeur des rues, les numéros des rues, les limites de terrain et les installations de protection contre les incendies, notamment les conduites d'eau, les bouches d'incendie et les avertisseurs d'incendie».

«Cette cartographie hautement spécialisée est née du besoin qu'avaient les souscripteurs d'assurance-incendie de bien connaître les caractéristiques matérielles des structures à assurer, ainsi que la répartition des détenteurs de polices afin de restreindre les pertes des sociétés d'assurances en cas de conflagration».

«Les plans d'assurance-incendie, utilisés pour la première fois en Angleterre à la fin du dix-huitième siècle, n'ont fait leur apparition au Canada qu'au début du dix-neuvième siècle. Les premiers plans ou «diagrammes» étaient tracés à la main par un expert de la compagnie d'assurances et destinés à l'usage exclusif de celle-ci».

«La production des plans d'assurance se fit de façon plus systématique et normalisée à partir de 1874, lorsque la D.A. Sanborn Company de New York, à la demande de plusieurs directeurs et agents généraux canadiens d'assurance, envoya des experts au Canada dresser les plans d'un certain nombre de villes. Au bout d'un an, les plans d'environ quinze villes étaient terminés, mais aucune copie n'a encore été retracée».

«D'autres compagnies ou organismes dressèrent à divers moments des plans de ville, mais aucun de ces plans ne fut aussi étendu, tant dans l'espace que dans le temps, que ceux produits par les services cartographiques de la compagnie Charles E. Goad. établie à Montréal en 1875, la compagnie Goad se mit immédiatement à dresser une série de plans d'assurance-incendie semblables à ceux de Sanborn et domina le marché canadien pendant plus de cinquante ans».

Par la suite la Canadian Fire Underwriters's Association a continué à maintenir à jour ce système de référence cartographique jusqu'à son abandon en 1975. Les nom-

breux plans restants ont pu être récupérés et conservés dans différentes cartothèques et dépôts d'archives.

«L'importance de ces plans pour la recherche en histoire urbaine repose sur le très grand nombre de détails qu'ils renferment. Certains renseignements, comme la disposition des rues et la délimitation des lots, se retrouvent sur d'autres cartes urbaines, mais aucune n'indique la hauteur des bâtiments et les matériaux de construction avec autant de précision et d'uniformité que les plans d'assurances. Les historiens qui s'intéressent aux variations morphologiques, à la mise en valeur des terres urbaines, à l'architecture et à la démographie urbaines, trouvent ces plans utiles, voire indispensables, à leurs recherches».

Ces plans permettent de retracer l'utilisation ancienne du sol urbain avec une précision et un détail parfois insoupçonnés, notamment dans le cas de très petites localités pour lesquelles le plan d'assurance-incendie constitue souvent le seul document cartographique ancien disponible.

Par exemple, le plan de Baie-Saint-Paul pour 1927 nous révèle l'existence et la localisation des commerces, industries ou services suivants: boulanger, plombier, charpentier, magasin, entrepôt, banque, salle de quilles, bureau de poste, fonderie, tannerie, atelier de réparation, cours à bois, ferme d'élevage de renard, hôtels, maisons de pensions, etc.

La Cartothèque de la Bibliothèque de l'Université Laval a fait l'acquisition d'une importante série de ces plans d'assurance-incendie à très grande échelle pour plus de deux cents localités du Québec. Ces cartes anciennes constituent une richesse cartographique exceptionnelle pour des études en histoire urbaine et en histoire locale.

Dans la publication de R. Hayward, les entrées sont disposées en ordre alphabétique et chronologique, selon les différentes localités de chaque province ou pays. Pour chaque plan on donne le nom de la localité, la date, l'auteur/éditeur, l'échelle et le nombre de feuilles. La publication comprend des reproductions de plus de trente plans ou détails de plans.

Yves TESSIER
Cartothèque, Bibliothèque
Université Laval, Québec

DIVAY, Gérard et COLLIN, Jean-Pierre (1977) **La communauté urbaine de Montréal: de la ville à l'île centrale**. Montréal, I.N.R.S. - Urbanisation. 252 pages. Rapport de recherche, \$2.75 (Adresse: 3465, rue Durocher, Montréal, Qué., H2X 2C6).

Au cours de ses six premières années d'existence, la Communauté urbaine de Montréal s'est progressivement enracinée dans les attitudes et les comportements des différentes entités politico-administratives de l'île de Montréal, malgré la persistance des vives réactions d'opposition soulevées par sa création, à la fin de 1969. Comment a-t-elle réussi?

Ce rapport essaie d'apporter une réponse en examinant la performance effective de la CUM et ses conséquences au niveau local. L'acceptation de la CUM paraît en effet due à deux causes essentielles: l'évolution du rapport de force sur l'île et la stratégie d'intervention du nouvel organisme. La répartition de la croissance, moins favorable à Montréal qu'au reste de l'île, mais aussi plus favorable au reste de l'agglomération qu'à l'île elle-même, a modifié à la fois les rapports de force entre la ville de Montréal et les banlieues de l'île et les conceptions géopolitiques de ces dernières: les vingt-huit municipalités s'acheminent vers la parité avec Montréal, mais en même temps, «menacées» par les banlieues plus lointaines, elles se rapprochent des conceptions de la ville centrale. Et à travers ce double mouvement, petit à petit, la notion de ville centrale fait place à la notion d'île centrale.

Parallèlement à cette évolution qui s'est traduite sous diverses formes dans les relations intermunicipales, la CUM a adopté une stratégie très prudente d'intervention. Ses actions, soigneusement limitées, ont profité à tous les groupes de l'île, mais à des degrés divers; sans modifier en profondeur les disparités municipales, elles ont permis une redistribution du coût des services métropolitains dans le sens d'une plus grande justice